IFAD
Investing in rural people

Cameroon

Youth Agropastoral Entrepreneurship Promotion Programme.

Mid-term Review

Main report and appendices

Mission Dates:	26 Novembre au 13 Décembre 2018
Document Date:	10/05/2019
Project No.	1100001694
Report No.	4994-CM

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Abbreviations and Acronyms

Abréviations et acronymes	
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ARMP	Agence de régulation des Marchés Publics
BIT	Bureau International du Travail
DID	Développement International Desjardins
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EMF	Etablissement de Micro finance
EPAB	Ecole Pratique de Binguela
Ff	Fonds de facilitation du PADMIR
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IAO	Institut Agricole d'Obala
IFR	Institution de Financement Rural
JDP	Journal des Projets
MASHAV	Agence de Coopération israélienne
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADMIR	Projet d'Appui au Développement de la Micro finance Rurale
PEA-Jeunes	Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes
PIE	Porteur d'initiative économique
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
RMP	Revue à Mi-Parcours
URAC	Unité Régionale d'Appui Conseil
SIR	Structure d'Incubation de Référence
SIE	Structure d'Incubation Existante

A. Project Overview

Region:	West and Central Africa Division	Project at Risk Status:	Not at risk
Country:	Cameroon	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Youth Agropastoral Entrepreneurship Promotion Programme.	Climate Risk Classification:	not available yet
Project Id:	1100001694	Executing Institution:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Project Type:	Rural Development	Implementing Institutions:	not available yet
CPM:	Bernard Hien		
Project Director:	Bela Tomo Alfred		
Project Area:	Littoral, Centre, Sud, Nord-Ouest		

Approval Date	21/09/2014	Last audit receipt	05/07/2018
Signing Date	12/02/2015	Date of Last SIS Mission	13/12/2018
Entry into Force Date	12/02/2015	Number of SIS Missions	4
Available for Disbursement Date	23/06/2015	Number of extensions	0
First Disbursement Date	26/06/2015	Effectiveness lag	5 months
MTR Date	26/11/2018		
Original Completion Date	31/03/2021		
Current Completion Date	31/03/2021		
Financial Closure	not available yet		

Project total financing

IFAD Financing breakdown	IFAD	$28,000,000
	IFAD	$22,500,000
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	$2,136,060
	Domestic Financing Institutions	$9,446,920
	National Government	$9,939,390
Co-financing breakdown,		
Project total financing		$72,022,370

Current Mission

Mission Dates:	26 Novembre au 13 Décembre 2018
Days in the field:	28 novembre au 7 decembre 2018

Mission composition:	Bernard Hien Mwinyel, Représentant du FIDA, Chef de Mission; Joseph Rostand Olinga Biwole, Chargé de Programme Pays FIDA; Patrick Habamenshi, Assistant Technique SWAT Team WCA, Coordinateur Technique de la RMP; Farhat Nasri, Spécialiste en Formation Professionnelle et Entreprenariat; Remy Sourdois, Spécialiste en Finance Rurale, Jean Jacques Magloire Bazabana, Spécialiste en Analyse Economique et Financière; Tetie Abdoulaye Bakayoko, Spécialiste en Gestion Administrative et Financière; Mamadou Diouldé Sow, Spécialiste en Passation des Marchés. Les Administrations Publiques du Cameroun étaient représentées par M. Raymond NGASSA du MINADER, M. Oumarani et Mme DOMFANG NGUEMEDJE Roselyne du MINEPIA, M. Nathanael KATERGINI du MINEPAT et Mme ONANA EBODE Carole de la CAA. Les partenaires de mise en œuvre : Michel Rathier et Serge Patrick Amvella Motaze de DID et Rodrigue Raoul Zuchuon du BIT. La mission a travaillé en étroite collaboration avec la CNCG du PEA-Jeunes, les URAC, les partenaires de mise en œuvre et les DRA du MINADER et du MINEPIA des quatre régions de la Zone d'intervention.
Field sites visited:	Région du Centre : Yaoundé, Obala, Nkozoa, Bilon, Sa'a, Awae (Visites de JEA), IAO d'Obala, EPAB Binguela, ISSAER (SIE). Région du Sud: Ebolowa, Kribi, Edea (Visites de JEA), ETA Ebolowa et CIAO de Bembé (SIE). Région du Littoral : Douala, Dibombari Penja (Visites de JEA), CODAS d'Edea, ETA de Dibombari, IG Poivre de Penja, ISMAM de Nkongsamba (SIE). Région du Nord-Ouest: reunions et echanges a Bafousssam

B. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective		4

Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Assessment of the Overall Implementation Performance		4

Effectiveness and Developmental Focus	4
Effectiveness	4
Targeting and Outreach	5
Gender equality & women's participation	5
Agricultural Productivity	4
Nutrition	4
Adaptation to Climate Change	4

Project Management	4
Quality of Project Management	4
Knowledge Management	5
Value for Money	3
Coherence between AWPB and Implementation	4
Performance of M&E System	3
Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	4

Sustainability and Scaling-up	4
Institutions and Policy Engagement	4
Partnership-building	4
Human and Social Capital and Empowerment	5
Quality of Beneficiary Participation	4
Responsiveness of Service Providers	4
Environment and Natural Resource Management	4
Exit Strategy	4
Potential for Scaling-up	5

Financial Management and Execution	4
Acceptable Disbursement Rate	5
Quality of Financial Management	5
Quality and Timeliness of Audit	4
Counterparts Funds	3
Compliance with Loan Covenants	4
Procurement	4

Relevance	5

C. Mission Objectives and Key Conclusions

Background and Main Objective of the Mission

La mission de revue a mi-parcours du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes (PEA - Jeunes) s'est déroulée au Cameroun du 26 Novembre au 13 Décembre 2018 du 26 Novembre au 13 Décembre 2018. Au sens de l'Accord de Financement, la revue à mi-parcours est prévue au terme de la troisième année de mise en œuvre du programme. La revue porte sur l'état d'avancement des activités et résultats obtenus en évaluant systématiquement les aspects techniques, administratifs, financiers incluant la passation des marchés ainsi que le management général et le suivi-évaluation axés sur les résultats du programme.

De manière spécifique, il s'agira de:

(i) apprécier la pertinence de la conception du programme qui tienne compte de l'évolution de l'environnement de l'entreprenariat agropastoral des jeunes aux plan technique, socio-économique et institutionnel.

(ii) reconstruire la théorie du changement du Programme, apprécier sa pertinence en tenant compte des évolutions contextuelles et faire des propositions pour une meilleure qualité de l'exécution vers l'atteinte des résultats;

(iii) analyser les changements induits, les effets du programme sur les groupes cibles, l'efficacité et l'efficience de l'exécution du programme à travers un examen des résultats des actions engagées ;

(iv) analyser la durabilité des appuis et actions du programme et proposer une stratégie de sortie qui garantisse la pérennité de l'intervention ;

(v) documenter les leçons apprises et identifier les facteurs importants qui facilitent ou handicapent la mise en œuvre du programme ;

(vi) faire des recommandations pour amender, éclairer et orienter la mise en œuvre du programme au cours des trois prochaines années en synergie avec les autres projets du portefeuille du FIDA et plus généralement les autres interventions dans les zones ciblées.

Au lancement de la mission, une réunion d'introduction s'est tenue au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) sous l'égide du Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) et de Madame le Ministre Délégué auprès du MINADER (MINDEL/MINADER). Les réalisations et résultats du Programme à jour ont été discutés au cours d'un atelier réunissant les différentes parties prenantes. Du 28 Novembre au 8 Décembre, la mission s'est rendue dans la zone du projet Dans chaque région visitée, la mission a tenu des réunions de travail avec les quatre URAC et partenaires opérationnels, et a fait des descentes sur le terrain pour rencontrer des Jeunes Entrepreneurs sortis de l'incubation et déjà installés. Des mini-ateliers réunissant des jeunes bénéficiaires du programme se sont tenus à Yaoundé, Ebolowa, Douala, et Bafoussam.

Key Mission Agreements and Conclusions

Le Programme a connu une évolution positive depuis le démarrage. L'approche par incubation est definitivement maitrisée par tous les acteurs de la mise en oeuvre. Les résultats quantitatifs sont en dessous des cibles attendus à mi-parcours, du fait que la structure d'incubation de reference qui devait acceuillir des jeunes à partir de la seconde année de mise en oeuvre n'a pu etre construite. Le site attribué au Ministere de l'Agriculture par celui des domaines a été contesté par les populations locales ce qui n'a pas permis le demarrage des travaux. La situation socio politique dans la zone anglophone du Nord-Ouest a aussi quelque peu ralenti la mise en œuvre du programme dans cette region.

Sur le plan des décaissements, le programme a atteint un taux de 60.47% de la première tranche du prêt FIDA. La mission a noté que la signature de l'amendement à l'Accord de Financement pour mobiliser les 28 million USD du gap de financement a été reportée par le Gouvernement à 2019 en conformité des engagements pris avec le FMI et relatifs au plafonnement de l'endetement annuel.

Les principales recommandations de la mission sont :

1. Mobiliser la seconde tranche du financement FIDA
2. Proceder au décaissement de la contrepartie nationale
3. Mettre en place un processus d'homologation des structures d'incubation (prévu dans la loi sur les PME)
4. Recentrer le Suivi-Accompagnement sur le développement de la jeune entreprise avec une optique de créer un partenariat durable entre le jeune est les agents qui l'accompagnent.
5. Constituer un Comité d'experts indépendants avec l'appui du FIDA pour réévaluer les plans d'affaires des JEA en difficulté et proposer des mesures de remédiation au cas par cas.
6. Prendre des mesures ad-hoc en concertation avec les autorités administratives pour l'accompagnement des bénéficiaires de la region du Nord-Ouest affectée par la crise socio politique
7. Achever la mise en place du mécanisme de refinancement des IFR en partenariat avec la banque de la place

ayant repondu à l'appel à proposition. Le mécanisme proposé avec l'intermédiation du risque est la solution la plus appropriée dans le contexte actuel du financement des IFR au Cameroun. La mission attire toutefois l'attention sur plusieurs dispositions du montage technique : (i) la possibilité de simplifier le mécanisme de financement des IFR en utilisant la comptabilisation des opérations de crédit pour le compte de tiers, en l'occurrence le PEA-Jeunes qui assumera le risque de crédit, (ii) de calculer les montants nécessaires pour satisfaire les besoins de financement des IFR en lien avec les objectifs redéfinis du PEA Jeunes, (iii) de définir le montant du fonds de placement logé à la banque partenaire pour rémunérer le service ainsi que les règles d'utilisation de ce fonds par la banque et (iv) de proposer une convention qui précise les règles de gestion et les engagements de chaque partie.

En l'absence de la structure d'incubation de reference, la mission a revu à la baisse la cible globale de 5040 entreprises à 3700. Le developement de partenariats avec le PPEA, AVRDC, et les Organisations faitieres de Producteurs devraient permettre de toucher des effectifs additionels, avec une priorité pour les modèles d'entreprises à forte valeur ajoutée (transformation de fruits, conditionnement de légumes dans des pack house, etc.). Ces partenariats permettront egalement d'appuyer les associations de jeunes et de contribuer à la réinsertion des jeunes revenant de l'immigration conformement à la collaboration convenue lors de la mission avec OIM et l'Union Européene.

Au delà de la stratégie de ciblage, le programme a preparé avec l'appui technique de la spécialiste regionale du FIDA, un plan opérationel. Les objectifs quantitatifs sont atteints en matière de participation des femmes. La mission a aussi noté avec satisfaction les aménagements spécifiques introduits dans le dispositif d'incubation pour prendre en compte les jeunes filles mères, et aussi cibler les personnes vivant avec un handicap et les minorités autochtones (Pygmées, Mbororo).

La conduite de la gestion administrative, financière et comptable du projet est globalement satisfaisante. Le système de la gestion financière fonctionne correctement sous Tom2Pro depuis le démarrage du programme. La passation des marchés du PEA-Jeunes est conforme pour l'essentiel.

D. Overview and Project Progress

1. Au 30 Novembre 2018, les décaissements cumulés effectifs pour tous financements confondus s'élèvent à 17 528 060 USD soit 25% (Prêt initial du FIDA: 60.47%, Gouvernement: 35.36%, Bénéficiaires : 11.71%, IFR : 1.67%). Les ressources du 2ème Prêt FIDA (28 millions USD) – qui devrait entre autres appuyer le Recensement General de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE) – ne seront mobilisées qu'en 2019. Le Gouvernement n'a pu signer en 2018 l'amendement à l'Accord de Financement du fait du plafonnement des niveaux d'endettement convenu avec le FMI.
2. Le Programme a atteint des résultats satisfaisants pour un certain nombre d'indicateurs clés : (i) 100% des Structures incubation ont été mise en place; (ii) 60% des cibles de Jeunes dont les dossiers sont transmis au CRV; (iii) 50% des prévisions pour le nombre de Jeunes orientés vers les structures d'incubation. Le programme a en outre noué des partenariats avec 9 IFR individuelles et 40 Référents pour l'immersion technique des jeunes apprenants.
3. Pour ce qui est de l'installation et création d'entreprises la progression quantitative est encore timide: 35% des Jeunes incubés ont pu voir leur plan d'affaires validés et 33% des jeunes installés sur les 5040 prévus d'ici la fin du programme. Seuls 14,15% des cibles prévues ont accedé au kit de démarrage, 4,76% au kit de renforcement et 2,87% aux crédits productifs. Il convient de capitaliser la base de donnée pour un meilleur suivi de la trajectoire de développement des entreprises et de continuer à prendre des mesures ad-hoc en concertation avec les autorités administratives pour l'accompagnement des bénéficiaires de la region du Nord-Ouest affectée par la crise.

Analyse globale

1. La timidité de l'évolution quantitative est expliquée par la non-construction de la Structure de Reference qui devait servir de cadre d'incubation à partir de l'an 2, mais aussi la déperdition d'effectifs dans les étapes intermediaires entre l'entrée en incubation et la création de l'entreprise. En exemple, environ 25% des jeunes de la cohorte 1 à 4 dont les plans d'affaires ont été approuvés par les IFR n'ont pas encore ouvert de compte pour recevoir le crédit de démarrage, ce qui requiret un recentrage du suivi accompagnement à leur endroit.

Analyse des différentes étapes du dispositif

1. **Facilitation.** Les sensibilisations du Programme réalisées par 4 ONG à partir de 2016 sur la base de l'outil TRIE du BIT, ont touché à mi parcours 15 000 jeunes desquels 2800 ont pu etre incubés. La mission recommande un plus grand accent des sensibilisations sur les jeunes de la catégorie C1 (sous scolarisés) et de la C3 (entreprise en developpement) qui representent respectivement 70% et 10 % du groupe cible. Pour ce faire, les ONG de facilitation s'appuieront sur les institutions de références (écoles, institutions religieuses, associations de jeunes, professionnels, etc.) et personnes ressources (autorités locales, chefs religieux, leaders d'opinion).
2. **Incubation.** L'incubation des jeunes a demarré en 2015 avec une phase pilote impliquant 2 centres de formation. A mi parcours, le Programme dispose de 10 structures d'incubation partenaires. Le ruban pédagogique et le guide d'intervention developpés par le Programme à l'usage des structures a permis de relever la qualité de l'incubation à partir de 2017. La formation est offerte en alternance avec des séjours des jeunes au sein d'entreprises référentes et une formation technique d'une durée moyenne de 100 heures dont un minimum de 70% consacrée à la pratique. Les curriculums veilleront à mieux intégrer la transformation, les métiers connexes et la prestation de Services agricoles.
3. L'appui à l'élaboration des Plans d'affaires et le processus de validation de ces plans d'affaires devront aussi être améliorés. Les structures d'incubation mobiliseront pour ce faire, des experts spécialisés qui accompagneront les jeunes dès l'entrée en incubation. La composition du comité d'examen des Plans d'affaire devra etre revue pour prioriser la participation du secteur privé. Au terme de l'incubation, la structure s'assurerera que le jeune a une excellente connaissance de l'écosystème des affaires dans lequel il évoluera y compris le marché, les formalités d'installation de son entreprise.
4. Le plafonnement à 3 millions, des projets de jeunes a pu affecter les entreprises de transformation qui requierent un capital d'investissement plus conséquent et qui ont du opter pour des équipements de bas de gamme, et sans garantie. La mission rappelle que les 3 millions prévus dans le DCP representent un coût moyen des projets. En fonction des spécificités des projets d'entreprises le cout d'un projet pourrait être supérieur à cette moyenne sans toutefois dépasser un montant de 5 millions. Le coaching pour la préparation des plans d'affaire veillera à ne pas compromettre la vision du jeune PIE et tenir compte des investissements nécessaires. Les modèles technico-économiques pourront être utilisés comme référence pour l'évaluation des montants alloués par type de projet.
5. Les 10 filières porteuses retenues dans le DCP restent valides, de même que les métiers connexes mais elles seront désormais éligibles dans tous les bassins. Les filières additionnelles répertoriées par la CNCG (voir Annexe) seront validées en fonction de l'offre d'incubation et du marché potentiel. Les produits de niche et de spécialité seront éligibles sur la base d'une analyse du potentiel du marché et de la viabilité du business model envisagé par le jeune.
6. **Suivi-Accompagnement (SA).** Le suivi accompagnement est réalisé par 5 structures qui dipsosent de conseillers en suivi pour chaque bassin. Le suivi se déroule sur un maximum de 3 cycles de 6 mois. A mi parcours, le premier cycle de suivi avait pris fin et comprenait 908 jeunes.

7. La mission a relevé que l'approche actuelle est plutôt centrée sur les besoins opérationnels du programme et ne repond que marginalement aux besoins d'une jeune entreprise qui démarre. Le profil trop technique de certains conseillers de suivi est aussi limitatif pour faire du coaching d'entreprise. La mission recommande de revoir le concept de suivi et les profils des conseillers suivi accompagnement (CSA) pour que cet accompagnement puisse donner les moyens au promoteur de faire face aux changements économiques, sociaux, etc. liés à la mise en route ou à la diversification de son activité et permettre au jeune entrepreneur agricole (JEA) de réussir durablement son projet d'entreprise en toute autonomie (voir Annexe 4).
8. Pour les entreprises en difficulté du fait d'un accompagnement insuffisant, la mission recommande que les URAC produisent un rapport détaillé sur leur situation. Un Comité d'experts indépendant approuvé par la co-tutelle et le FIDA devra être constitué pour effectuer une réévaluation des plans d'affaires des Jeunes en difficulté et proposer des mesures de remédiation au cas par cas. Une Assistance Technique sera mobilisée par le FIDA si requis pour accompagner ce processus.
9. **Financement**. La mise en place du partenariat avec 9 IFR est satisfaisante et des accompagnements du PEA-Jeunes avec l'appui de l'AT ont permis d'atteindre un niveau d'implication réel des IFR. Toutefois, le partenariat avec les IFR en amont du financement et leur intervention en financement dès le déblocage du crédit de démarrage est à améliorer.
10. Les IFR participent au financement des jeunes sous la forme d'un crédit productif correspondant à 50 % du montant des projets. Le taux de demande des crédits productifs par les jeunes est faible (16,8% au 31/10/18) et 65% des demandes sont satisfaites par les IFR. Cette situation s'explique par la conjonction de plusieurs causes : (i) une mise en relation issuffisante avec l'IFR qui a pour conséquence de mettre l'IFR en position d'observation et de ne pas mettre en place le crédit productif au moment initialement prévu. Le manque de ressources de certaines IFR pour satisfaire la demande de crédits productifs peut expliquer en partie cette prudence vis-à-vis de la mise en place du crédit productif; (ii) un manque de préparation des jeunes dans leur future relation avec l'IFR. Cela a pour conséquence que de nombreux jeunes se contentent du crédit de démarrage pour lancer leur activité malgré leur engagement initial ; (iii) une inadaptation de certains plans de financement des projets (cas de la transformation) qui ne permet pas de démarrer correctement l'activité malgré la mise en place du crédit de démarrage et la mobilisation de l'apport personnel.
11. La mission recommande : (i) d'apporter de la souplesse dans les conditions du dispositif de financement pour mieux s'adapter à la réalité des situations (dégressivité de la subvention, révision du plafond) – applicable dès la cohorte VI, (ii) de mettre en place des conditions spécifiques pour les projets de transformation et les projets innovants (taux de subvention) avec un effet rétroactif pour rattraper des dossiers avec des difficultés de financement des précédentes cohortes et (iii) d'impliquer davantage l'IFR en amont de l'ouverture des comptes des jeunes et établir une relation plus forte avec les CSA.
12. La mission recommande en outre de renforcer les capacités des IFR dans le domaine de l'entreprenariat agricole et d'explorer la possibilité d'un appui aux IFR pour recruter des chargés de crédit consacrés principalement à la clientèle des jeunes entrepreneurs agricoles (avec une prise en charge dégressive du PEA-Jeunes sur deux ans) afin de mieux suivre les dossiers des jeunes entrepreneurs.

Agreed Action	***Responsibility***	***Agreed Date***
Overview and Project Progress		
Facilitation Revoir les contrats de la Facilitation - mettre fin aux campagnes de sensibilisation, identification des jeunes sur la base des monographies, institutions de références, personnes ressources. Améliorer les ateliers de manifestions d'idée, diagnostic, orientation professionnelle.	Coordonnateur+SDE+SPIF	04/2019
Financement du PEA Jeunes Mobiliser la seconde tranche du prêt FIDA ainsi que les Fonds de Contrepartie (FCP) prévus pour la mise en œuvre du programme.	Gouvernement/Coordonnateur	06/2019

E. Project implementation

a. Development Effectiveness

Effectiveness and Developmental Focus

Effectiveness	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

L'objectif de développement du PEA-Jeunes porte sur 5040 entreprises agropastorales (30% gérées par les femmes) à établir dont 4687 créées et 353 à développer . A mi-parcours, 15 000 jeunes ont été sensibilisés, et 2800 jeunes dont environ 40% de femmes ont été orientés en incubation avec 668 entreprises crées. La démarche conceptuelle et méthodologique de l'incubation bien que pleinement maitrisée à date a été quelque peu longue. Idem pour le temps de mobilisation des partenaires et notamment des 4 ONG chargées de la facilitation. La structure de référence qui devait accueillir une proportion de jeunes à partir de l'an 2 n'a pas vu le jour suite à un différend foncier entre le Ministère de l'agriculture et les populations du site qui devait abriter le centre de référence. Les objectifs quantitatifs ont alors été revus à la baisse et les indicateurs du cadre logique davantage précisés. Un dispositif palliatif a aussi été imaginé dans le cadre de partenariats avec les faitières d'OP, le World Vegetable Center, et l'OIM. Ces partenariats permettront de booster les effectifs de jeunes incubés permettant une montée en puissance des réalisations.

Log-Frame Analysis & Main Issues of Effectiveness

Composante A. Développement d'entreprises agropastorales viables

Le programme a établi des contrats avec 10 structures d'incubation (100% des objectifs de contractualisation) pour développer des formations entrepreneuriales et technique en faveur des jeunes porteurs de projets en s'appuyant sur les outils GERME développés par le BIT. Les indicateurs en termes d'adoption des technologies par les jeunes enseignés et accompagnés sont réalisés à plus de 90% des jeunes incubés donc au-delà des 80% visés.

15 000 jeunes ont beneficiés des sensibilisations données par 4 ONG. 2800 jeunes ont été orientés pour incubation. Environ 1800 on achevés leur incubation et sont dans la phase de création d'entreprise. 668 entreprises sont deja en activité, et suivis par 38 Conseillers en Entreprise installés au niveau des bassins de production.

A la revue à mi-parcours, les résultats atteints ont été en dessous des cibles du DCP pour les raisons precedeement évoquées. L'objectif global de 5040 entreprises créées a de ce fait été ramené à 3700 entreprises.

Composante B. Accès aux services financiers

Au niveau de l'accès au financement un pourcentage significatif de jeunes dont le plan d'affaires a été approuvé par l'IFR n'a pas ouvert de compte pour recevoir le crédit de démarrage (25,6% hors cohorte V en cours). Cela requiert de un recentrage de l'appui accompagnement pour pemettre le demarrage effectif de ces entreprises.

Les jeunes demontrent une certaine timidité à solliciter le crédit productif. Le taux de demande des crédits productifs par les jeunes etait de 16,8% au 31/10/18 avec 65% des demandes satisfaites par les IFR. Certaines IFR partenaires expliquent ne pas proposer le credit productif aux jeunes du fait de la contrainte de liquidité. Le demarrage imminent du mechanisme de refinancement des IFR en partenariat avec la Societé generale selectionnée à l'issu d'un processus competitif, permettra de lever cette contrainte.

Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif

Le BIT a apporté l'appui technique pour le développement d'un dispositif national de normalisation d'attestation et d'agrément et un plan d'action qui comprendra entre autres un appui à l'élaboration d'une norme sur le poivre de Penja.

Pour ce qui est du climat des affaires, la méthodologie EESE (Enabling Environment for Sustainable Entreprises) du BIT adaptée au secteur agropastoral du Cameroun et le rapport de collecte des données secondaires ont été validés en août 2018. L'enquête de collecte des données primaires a été conduite sur le terrain mais le rapport validé de ladite enquête reste attendu.

Sur le plan institutionnel, un groupe technique de travail chargé de l'évaluation de l'environnement des affaires, a été créé par une décision conjointe de la cotutelle du PEA Jeunes (00168/DC/MINADER-MINEPIA/CAB/2018 du 23 février 2018).

Development Focus

Targeting and Outreach	Rating: 5	Previous rating: 4

Justification of rating

En sus de la stratégie ciblage et genre du DCP, le programme à la lumiere des recommendations du BIE lors de la CSPE, a preparé de facon participative avec toute l'équipe de mise en oeuvre, les prestataires et partenaires, un plan d'action opérationnel ciblage et genre avec des responsabilités clairement definies. Des dispositions ont été prises pour la participation des jeunes femmes, des personnes vivant avec des handicaps et les minorités ethniques. Les différentes catégories de jeunes potentiellement bénéficiaires ont été touchées.

Main issues

Le programme a bénéficié de l'appui de la Coordinatrice régionale Ciblage, Genre et Jeunes du FIDA pour : i) le développement des capacités de l'équipe du Programme et des partenaires opérationnels et stratégiques dans l'utilisation des méthodologies et outils analytiques du FIDA sur le genre et l'inclusion des jeunes; ii) l'élaboration de la Stratégie Ciblage et Genre du Programme et la préparation d'un plan d'action pour l'opérationnalisation de la stratégie.

En tenant en compte la cible quantitative de 30% définie par le DCP, la stratégie a retenu de fixer l'objectif pour la participation des jeunes femmes aux activités à 50% – soit 20% au-dessus de l'objectif du DCP – et de s'engager à atteindre cet objectif de manière progressive: soit 40% à l'évaluation à mi-parcours (2018) et 50% à l'achèvement du programme (2021).

Parallèlement à cette résolution, le PEA-Jeunes s'est engagé sur le ciblage des groupes défavorisés (personnes vivant avec un handicap) et les minorités (Pygmées, Mbororo) en vue d'inclure ces catégories sociales dans les activités du programme.

Sur le plan social, le ciblage d'une association de personnes handicapées et d'une association de jeune filles mères incubées pour la transformation du manioc a été noté. De plus, 07 jeunes PIE "mbororos" dont 04 jeunes filles et 03 jeunes hommes bénéficient des actions du programme dans la région du Nord-Ouest. Dans la région du Sud, 5 jeunes "baka" ont été sélectionnés par le CRV et sont en attente du démarrage de leur parcours d'incubation dans la prochaine cohorte.

La mission note toutefois que les ONG de facilitation éprouvent encore des difficultés à identifier et mobiliser les jeunes de la catégorie C1. Les conséquences sont multiples : (i) l'effectif de jeunes de cette catégorie est relativement faible ; (ii) les niveaux d'éducation des jeunes d'un même groupe en incubation sont assez variables. A cet effet, la stratégie de facilitation doit être affinée et les contenus de formation adaptés en fonction des besoins de la principale catégorie.

Pour ce qui est de la portée, le programme a sensibilisé exactement 14 945 personnes dont 32,22% fr femmes.

Agreed Action	*Responsibility*	*Agreed Date*
Development Effectiveness		
Ciblage Améliorer le ciblage catégoriel afin de mieux adapter les contenus de formation aux groupes de jeunes PIE Affiner le diagnostic des parcours des jeunes pour éviter de ramener en parcours créateur des jeunes méritant d'être pris en compte en parcours développeur. Mieux intégrer les IFR dans le processus de sélection des jeunes.	Coordonnateur+SDE+SPIF+SFR	03/2019

Gender equality & women's participation	Rating: 5	Previous rating: 4

Justification of rating

Le programme a bénéficié de l'appui de la Coordinatrice régionale Ciblage, Genre et Jeunes du FIDA pour : i) le développement des capacités de l'équipe du Programme et des partenaires opérationnels et stratégiques dans l'utilisation des méthodologies et outils analytiques du FIDA sur le genre et l'inclusion des jeunes; ii) l'élaboration de la Stratégie Ciblage et Genre du Programme et la préparation d'un plan d'action pour l'opérationnalisation de la stratégie. Les réalisations du programme en matière d'inclusion des femmes dépassent les prévisions. La participation effective des femmes dans toutes les activités du programme a été notée. La revue a noté que les objectifs quantitatifs ont été atteints en matière de participation des femmes. Le pourcentage des femmes incubées est passé de 32.5 en 2015 à 41.8 en 2018. Les activités de sensibilisation depuis le démarrage du Programme ont touché 14 945 personnes dont 10 129

hommes et 4 816 femmes (soit 32,22%). Des aménagements spécifiques sont introduits dans le dispositif d'incubation pour prendre en compte les jeunes filles mères.

Main issues

Le Programme s'est fixé au delà de l'objectif du DCP, un objectif ambitieux de 50% pour les femmes qui seraient progressivement : 40% à l'évaluation à mi-parcours (2018) et 50% à l'achèvement du programme (2021). La mission a pu noter des aménagements spécifiques introduits dans le dispositif d'incubation pour prendre en compte les jeunes filles mères.

De manière plus précise, une ligne budgétaire a été insérée dans les conventions entre le PEA Jeunes et les structures d'incubation pour prendre en charge les malades, femmes enceintes et bébés. Suivant les données du PEA Jeunes, de la 4ème cohorte à la 5ème, le programme a pris en charge durant l'incubation un total de 59 bébés repartis par région comme suit: Centre: 29 bébés soit 09 à EPAB Binguela, 10 à IAO Obala, 03 à ISSAER Saa et 06 à KMC Bafia; Littoral: 09 bébés soit, 06 à ETA-Dibombari, 02 à ISMAM, 04 au CIP, 01 au CODAS; Nord-ouest: 10 bébés; Sud: 11 bébés soit 03 à Ebolowa, 05 à Kribi et 03 à Mbembe. Le financement mobilisé a également permis de payer les salaires des berceuses durant l'incubation et de prendre en charge les consultations prénatales des jeunes PIE enceintes.

Agricultural Productivity	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

Les activités d'incubation et d'accompagnement des jeunes tiennent compte de la productivité agricole. L'augmentation de la productivité est visée à travers plusieurs actions a toutes les étapes de mise en place et de gestion des activités agropastorales des jeunes promoteurs d'initiatives économiques (préparation du sol, techniques améliorées, recours aux races et variétés productives, etc.).

Main issues

Il n'existe pas de problemes spécifiques en matiere de productivité. Les technologies de production y compris les varietés améliorées à haut rendement sont bien adoptées par les jeunes.

Nutrition	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

La nutrition n'est pas spécifiquement ciblée comme produit direct de la mise en œuvre du PEA Jeunes mais l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants est mesurée dans les enquêtes SYGRI. L'enquête SYGRI de référence fait ressortir dans la zone du programme des taux respectifs de malnutrition chronique chez les garçons et filles de moins de 5 ans comme étant de 21% et 15%.

Main issues

La necessité d'introduire un module sur la nutrition n'est pas encore bien comprise par les structures d'incubation. Des capcités adiitionnelles au programme d'incubation seront accordées pour la presentation de seminaires sur la nutrition pendant l'incubation.

Adaptation to Climate Change	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

L'adaptation au changement climatique ne fait pas l'objet d'une appréciation spécifique au cours de l'exécution du programme. A la conception, l'impact potentiel sur l'environnement des activités à financer était très difficile à déterminer car leur réalisation est tributaire de la demande des jeunes porteurs d'initiatives économiques (PIE). L'encadrement technique et managérial des jeunes PIE permet de mettre en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique. Les cultures sont pratiquées dans les zones agroécologiques appropriées. L'utilisation de techniques de production améliorées intégrant un usage adéquat des produits agropharmaceutiques (produits phytosanitaires, engrais, aliment de bétail, etc.) contribue à l'atténuation des effets néfastes des activités agropastorales.. De plus, le financement des plans d'affaires des jeunes est tributaire de la pertinence des mesures d'atténuation des impacts potentiels sur l'environnement/changements climatiques.

Main issues

Une appréciation de l'impact du projet sur lénvoronnement est effectuée pendant l'examen du plan d'affaire. Aussi, la

diffusion des technologies pendant l'incubation integre les techniques intélligentes et résilientes aux changement climatiques.

b. Sustainability and Scaling up

Institutions and Policy Engagement	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

Le PEA Jeunes a contribué à la création et au développement d'une offre d'incubation dans le domaine agropastoral. Les dispositifs de facilitation, incubation et suivi-accompagnent sont en place au bénéfice de jeunes vivant dans les 16 bassins. Les gestionnaires de ces centres témoignent constamment du changement opéré dans leur façon de travailler grâce à l'appui méthodologique du PEA Jeunes y compris la réforme des curricula. La contribution du projet au dialogue sur les politiques reste encore modérée. La loi sur le développement de l'entreprenariat agro pastoral en préparation avec l'assistance technique du BIT est une première dans le secteur rural, et permettra de relever les défis institutionnel, juridique et réglementaire du développement de l'entrepreneuriat agropastoral au Cameroun. La mise en place des réseaux de jeunes au niveau régional est par ailleurs en cours et devrait permettre très prochainement la mise en place du réseau national des jeunes entrepreneurs agropastoraux.

Main issues

Le programme œuvrera pour que les délégations régionales du MINADER et MINEPIA soient capables de jouer leur rôle de maitre d'ouvrage régional et que les associations et organisations professionnelles soient pleinement impliquées dans cette démarche.

Partnership-building	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

Le PEA – Jeunes a établi des partenariats aussi bien au niveau national : ONG, institutions publiques et privés de formation professionnelle, organisations professionnelles et de producteurs, programmes de développement (AFOP), institution de micro-finance, qu'au niveau international : le BIT, DID Canada. La mise en place du partenariat avec 9 IFR est satisfaisante et des accompagnements du PEA-J avec l'appui de l'AT ont permis d'atteindre un niveau d'implication des IFR réel. Le partenariat avec la banque pour refinancer les IFR à partir des ressources du PEA-Jeunes est en cours d'établissement. La collaboration entre le Programme et les ONG de facilitation, les structures d'incubation, les IFR, le BIT, DID et les CRV a été jugée satisfaisante. Le partenariat avec DID a permis de mettre en place les partenariats avec les IFR, le développement et la dispense de modules de formation en finance rurale pour les IFR partenaires, les centres d'incubation et les URAC.Le partenariat avec le BIT a permis de doter le dispositif de facilitation et d'incubation de meilleurs outils d'accompagnement de diagnostic (TRIE), de création (CREE) et de gestion des entreprises (GERME) et d'améliorer les compétences des facilitateurs (ONG), des formateurs des SIE et des conseillers d'entreprises (CE) et de suivi-accompagnement. Le BIT intervient également au niveau institutionnel notamment en matière de normalisation et d'amélioration de l'environnement des affaires. Il est à noter que les plans d'affaires des jeunes sont cofinancés par les IFR.

Main issues

Les partenariats en cours de négociation, notamment avec le PPEA, l'AVRDC, les faitieres d'OP devront rapidement etre conclues pour permettre de relever les objectifs quantitatifs notamment dans les filières aquacoles et maraichères.

Il est apparu que le projet chaine de valeurs de la BAD sollicite desormais les memes structures d'incubation du PEA Jeunes. Une concertation entre les 2 projets sous le leadership du MINADER / MINEPIA est necessaire pour s'assurer de la coherence des approches et garantir que les sollicitaions additionelles n'affectent pas la qualité de l'incubation.

Human and Social Capital and Empowerment	Rating: 5	Previous rating: 5

Justification of rating

Le caractère novateur du PEA Jeunes a permis d'introduire une offre d'incubation des entreprises agro-pastorales qui n'existait pas au Cameroun jusqu'alors. Grace au programme, plus d'une quinzaine d'établissement desservant 16 bassins de production dans 4 régions ont pu élargir leur offre de formation et renforcer leurs compétences. A date, les capacités entrepreneuriales de plus jeunes ont été renforcées et se sont traduites par l'élaboration de leurs plans

d’affaires. Les actions de sensibilisation menées au sein des bassins de production, de conseil et orientation des jeunes PIE ainsi que d’incubation sont très pertinentes dans le cadre du développement du capital humain et social dans les zones d’intervention du programme. L’intégration de l’entreprenariat dans les curricula des structures de formation agropastorale revêt un caractère particulièrement déterminant pour la capacitation des populations. Des actions de médiation lors des problèmes que rencontrent les jeunes PIE pour la mise en œuvre de leurs projets font partie du développement du capital social.

Main issues

Le PEA Jeunes travaillera à relever la proportion de projets dans les maillons en amont de la production (fourniture d’intrants et de matériel, …) et en aval (transformation et commercialisation des produits agricoles). Aussi, la selection des des agents de suivi accompagnement ne devrait pas priosier les profils techniques au detriment de ceux en developpement d'entreprise.

Quality of Beneficiary Participation	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

Les bénéficiaires du PEA-Jeunes participent à hauteur de 10% dans le financement de leur projet. La caractère individuelle de la plupart des idées d'entreprises permet d'optimiser la participation des jeunes à la materialisation de leur projet de vie.

Main issues

Avec certaines IMF, les problèmes relatifs à la mobilisation de l’apport personnel des bénéficiaires pour la mise en œuvre de leurs projets d’entreprise, persistent. A date, seule la contribution en numéraire est considérée valide. Pourtant l’apport du jeune en nature est accepté par référence au DCP et cela a été réitéré dans le rapport de la dernière mission de supervision (décembre 2017). Cette exigence de la part de certains EMF n'a pas permis a une proportion de jeunes de beneficier du credit de demarrage immédiatement après l'incubation pour mettre en place leur entreprises.

Agreed Action	***Responsibility***	***Agreed Date***
Sustainability and Scaling Up		
Apport personnel Se référer aux dispositions du DCP qui prévoit la possibilité de libérer l’apport personnel non seulement en numéraire mais aussi en nature.	Coordonnateur+SFR	03/2019

Responsiveness of Service Providers	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

Les fournisseurs de services sont des ONG en charge de la facilitation, des SIE en charge de l’Incubation et du Suivi-Accompagnement des projets d’entreprises de jeunes et des Institutions de Micro-finances Rurales. D’une manière générale, ces fournisseurs répondent aux demandes du PEA-Jeunes et exécutent les tâches qui leur sont confiées. Certains prestataires comme SAILD sont assez innovant et proposent au programme des adaptation d'approche visant à ne pas prendre seulement en compte la jeune femme, mais aussi son coinjoint pour relever les chances de success des jeunes promotrices.

Main issues

Le suivi accompagnement devra etre amélioré. Les conseillers suivis n’ont pas toujours été proactifs pour appuyer les jeunes en quête de solution à des problèmes de financement, mise en œuvre technique, marketing et gestion.

Environment and Natural Resource Management	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

Cet aspect n’avait pas été véritablement analysé à la conception du programme. Cependant, lors de l’exécution, l’équipe du programme a tenu compte des exigences de durabilité environnementale en amont du processus d’incubation et

d’administration des crédits au sein des IFR. Des dispositions ont été prises pour assurer un encadrement des jeunes PIE ainsi qu’améliorer la gouvernance des EMF en matière de prise en compte des facteurs environnementaux. Les projets des jeunes PIE sont orientes dans le sens de favoriser une gestion rationnelle des ressources en eau et des sols. L'analyse des plans d'affaire inclus par ailleurs une dimension impact environmental et adaptation / resilience au CC.

Exit Strategy	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

La capacité des Structures d’Incubation à mobiliser des ressources internes et externes et des partenariats pour continuer les activités d’incubation au-delà de l’horizon 2021 est effective. La capitalisation par les IFR des outils et méthodes pour le financement des plans d'affaires est aussi un acquis, malgré les liquidités limitées indiquées comme contrainte par certaines d'entre elles. Aussi, le Gouvernement considère le PEA Jeunes comme son programme phare en matière de promotion de l'entreprenariat rural, et n'envisage pas une sortie avant une seconde phase qui consolideraient les acquis et ferait de la mise à échelle dans d'autres régions.

Main issues

La stratégie de sortie étant visualisée à travers une seconde phase, le Gouvernement veillera à mobiliser et investir rapidement les ressources du financement additionnel accordées par le FIDA afin de justifier la pertinence d'une nouvelle allocation pour la deuxieme phase.

Potential for Scaling-up	Rating: 5	Previous rating: 4

Justification of rating

Le modèle du PEA Jeunes apparaît comme une véritable réponse à la problématique de l'emploi des jeunes et au développement socioéconomique durable en milieu rural . La mise à l'échelle de l'approche et des résultats du Programme pourra se réaliser à travers le financement de la seconde phase telle que susmentionné et voulu par le Gouvernement, mais aussi à partir d'une bonne capitalisation des réussites pour mise à échelle. Le Gouvernement entend adopter une approche programme souple, pour consolider les résultats obtenus à l'intérieur des 4 régions actuelles de mise en œuvre (Centre, littoral, Sud, Nord-Ouest) et étendre les activités à de nouvelles régions, à travers une réplication du modèle d'insertion socio-économique de jeunes. Cette disposition est du reste déjà consignée dans le nouveau COSOP du pays.

Main issues

La mobilisation et l'absorption rapide des ressources du financement additionnel accordées par le FIDA est impératif. Elle justifiera la pertinence du cofinancement d'une seconde phase par le FIDA.

c. Project Management

Quality of Project Management	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

La gestion du programme est jugée satisfaisante. L’effectif du PEA-Jeunes est de 51 agents (cadres, et agents d'appui) de la coordination nationale et des 4 unités regionales. L’évaluation dudit personnel est regulièrement menée pour orienter la decision en matiere de renouvellement des contrats. Le programme est à jour en ce qui concerne la contribution de la couverture médicale du personnel ainsi que leurs cotisations à la sécurité sociale. Le manuel des procédures administratives, financières et comptables a été mis à jour avec l'Assistance Technique du FIDA.

Main issues

Le DCP n’avait pas prévu de Chef d’Antenne pour les URAC car dans l’optique du faire faire, les partenaires de mise en œuvre allaient prester de façon autonome sans un suivi intensif de la part des URAC. Dans la pratique, il a été nécessaire d’assigner aux URAC plus de rôles que prévu pour accompagner les structures dans l'appropriation et l'internalisation de l'approche. La mission recommande de formaliser le poste de Chef d’Unité et de le considérer officiellement comme équivalent à un poste de Chef d’Antenne. Leurs contrats, termes de références et traitement salarial devront être revus en conséquence (sur la base de la grille approuvée par le FIDA en date du 23 avril 2014).

La mission a noté une surcharge de travail au niveau de la comptable nationale (imputations et saisie des données comptables, archivage des pièces comptable la consolidation les bases des URAC, la préparation les DRF, le

réapprovisionnement des sous-comptes du Programme, l'analyse des justificatifs provenant des structures partenaires, etc.). Aussi, bien que le besoin en assistant de suivi évaluation au niveau de chaque URAC soit pertinent, la mission estime que le recrutement de 5 assistants entrainerait une augmentation significative du nombre de personnel, et des couts de fonctionnement, coordination et gestion. La mission recommande de ce fait, le recrutement de *1 assistant comptable au niveau de la CNCG, et de 1 Assistant de Suivi-Évaluation en appui au RSE. Le suivi évaulaution au niveau de chaque URAC y compris la remontée des données devra etre integrée dans les responsabilités des conseillers URAC.*

En matiere de coordination des interventions, une amélioration de la communication, concertation et planification des différentes activités entre l'UNAC, les URAC, les prestataires de services est necessaire.

La période 2019 - 2021 sera tres intense en activités de terrain. La mission a examiné les besoins logistiques requis pour cette montée en charge, et confirme le besoin d'acquérir 1 nouveau véhicule pick-up pour chacune des 4 URAC. Un chauffeur sera aussi recruté pour chaque URAC en lien avec ces acquisitions.

Knowledge Management	**Rating: 5**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

La Communication et la gestion des savoirs sont jugés satisafisantes. Avec l'appui technique du Spécialiste Régional en communication du FIDA, le Programme a élaboré sa stratégie de communication qui le dote désormais d'une vision cohérente et un plan de communication. Le programme dispose d'une chaîne You tube, d'une page Facebook, et d'un site Web régulièrement mis à jour avec une newsletter semestrielle intégrée. Des reportages dans la presse écrite et audiovisuelle font désormais un focus sur la promotion des entreprises des jeunes. Un partenariat avec la TV national donne régulièrement la voix aux jeunes entrepreneurs au cours de l'émission Télé-Jeunes, avec un large relais sur les medias sociaux.
Le Programme en collaboration avec PROCASUR a élaboré un plan de capitalisation et de diffusion des effets. Des ateliers d'écriture et des visites de terrain ont été effectués donnant lieu à une brochure intitulée : la formation agro-entrepreneur pour l'insertion des jeunes en milieu rural : Cas de l'IAO d'Obala. Ladite brochure a fait l'objet de partage de l'approche par incubation modélisée par le FIDA et le Gouvernement du Cameroun, à l'occasion du sommet international des jeunes qui a réuni à Yaoundé, 500 participants de 34 pays et 4 continents.
Le programme a également accueillie le lancement du Global Youth Campaign, qui a permis de mobiliser une jeune célébrité, Sherrie Silver (500 millions de vues) pour une vidéo avec les jeunes du programme projetée pendant le Conseil des Gouverneurs du FIDA.

Main issues

Bien que la gestion des savoirs soit effective au sein du Programme, une stratégie qui en donne les orientations n'est pas encore disponible. Un atelier y relatif a été réalisé, et un consultant est en train d'accompagner l'équipe dans l'élaboration de sa stratégie de Gestion des Savoirs.

La mise en place d'une plate-forme de communication en ligne et hors ligne pour les jeunes Promoteurs d'Initiatives Economiques (PIE) est un autre chantier innovant du PEA Jeunes. La conception du site est achevée et devrait permettre son opérationnalisation très prochaine.

Value for Money	**Rating: 3**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

Bien qu'une accélération soit notée à partir de 2017, la transformation des ressources en produits n'est pas optimale à mi-parcours, les résultats quantitatifs en terme de nombre de jeunes incubés et installés étant en dessous de la cible escomptée . Ceci a été expliqué plus haut par le fait que la structure d'incubation de référence n'a plus vu le jour. Les catégories de dépenses «Formation» et «Consultant» ont été consommées à hauteur de 50% pour générer 15000 jeunes sensibilisés, 2800 orientés en incubation et plus de 1700 au stade de création d'entreprise.

Main issues

Une accélération devra être observée quant aux alternatives convenues pour pallier à la non construction du centre de référence. Il s'agit notamment des partenariats avec AVDRC, les organisations faitières, et aussi avec OIM et l'Union Européenne pour ce qui est de des jeunes revenant de la migration.

La mobilisation de la seconde tranche du financement dont la signature de l'amendement est en attente devra aussi être diligentée pour prévenir les tensions de trésorerie pendant cette phase de croisière dans la mise en œuvre

Coherence between AWPB and Implementation	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

La Cohérence entre le PTBA & la mise en œuvre est jugée satisfaisante. A l'exception de l' années et 2015, les performances du projet en matière d'exécution des PTBA sont satisfaisantes dans l'ensemble. Le taux moyen d'exécution du PTBA étant une mesure de l'efficacité du projet à réaliser ses objectifs dans les délais et avec les ressources prévues. Ce taux est de 36.86% pour l'année 2015, 54.87% pour l'année 2016, 79.51% pour l'année 2017 et 63.68% au 30/11/2018.

AWPB Inputs and Outputs Review and Implementation Progress

Les PTBA 2015 à 2018 ont été correctement élaborés et approuvés. Leur transmission au FIDA pour avis de non objection (ANO) a toujours été faites avec du retard. Une anticipation est tout de meme notée pur le PTBA 2019, le comité de pilotage ayant examiné le draft de PTBA en decembre 2018. Les revues des PTBA avant avis de non objection ont regulièrement relevé leur caractere très ambitieux.

Performance of M&E System	Rating: 3	Previous rating: 3

Justification of rating

Les études de référence ont permis de renseigner toutes les valeurs de référence des indicateurs du Programme et l'application informatique de S&E permet une bonne planification du PTBA, le suivi des activités et des résultats d'années en années. Le dispositive de SE est en place . Cependant le programme connait des difficultés à renseigner sa Base de Données pour la maintenir à jour. Cela ne permet pas d'avoir une lisibilité du cheminement des jeunes encadrés . De plus, l'asymétrie des données de la CNCG, des URAC et des partenaires traduit des insuffisances dans la transmission des données entre les parties prenantes. Enfin, les indicateurs d'effet doivent encore être renseignés. Les données examinées adressent bien le ciblage et sont désagrégées par sexe.

M&E System Review

La mise en place du SSE du programme est effective sous le lead d'un responsable de S&E. Un plan de suivi-évaluation a été élaboré et oriente les activités de Suivi-évaluation à mener. L'étude SYGRI de référence a été réalisée en 2016. La réalisation de l'étude sur la situation de référence complémentaire du Programme a été couplée par souci d'efficacité avec celle de caractérisation des bassins. Ces études de référence ont permis de renseigner toutes les valeurs de référence des indicateurs du Programme. Une étude sur l'inclusion financière a été conduite en 2018. Les procédures et processus de S&E sont présentées dans le manuel de S&E du Programme qui décrit les responsabilités des acteurs et précise les outils de collecte de données et de rapportage, ainsi que l'apurement et le traitement des données.

L'application informatique de S&E (RUCHE) avec accès en ligne est fonctionnelle. Un Système de Gestion de la Base de Données (SGBD) sur Access a été développé par le RSE pour assurer la traçabilité des jeunes entrant dans le processus d'incubation. Le SGBD devrait permettre de générer des statistiques sur toutes les étapes de l'incubation que l'application RUCHE capte pour le suivi des indicateurs du cadre logique mais il est peu utilise par les parties prenantes. Le dispositif de SE est donc entierement en place.

Cependant, à mi-parcours, les indicateurs du Cadre Logique renseignés ne permettent pas une bonne appréciation des performances et des effets du programme. C'est le cas des indicateurs concernant la rentabilité de l'entreprise qui ne sont pas renseignés. Les données sur la trajectoire d'évolution des entreprises en termes de chiffres d'affaires, bénéfices financiers et création d'emplois ont été partiellement collectées mais ne sont pas insérées dans le SGBD. Il est donc difficile pour l'équipe de la RMP d'évaluer la rentabilité des entreprises créées et de mesurer le niveau de réduction de la pauvreté auprès des groupes cibles.

Pour remédier à cette situation, l'unité S&E a procédé depuis le début de cette année à la reconstitution des données depuis le démarrage du projet. Cet exercice a permis le rattrapage des données de la période 2015-2018 a l'exception de celles de suivi-accompagnement (activités des entreprises), données qui sont en cours d'apurement notamment pour éliminer les doublons.

Toutefois, la faible collaboration et une faible compréhension et appropriation des outils et des rôles et responsabilités freine ce travail de reconstitution et d'apurement des données. Il est urgent de corriger cette situation afin de disposer des données fiables pour la mesure des effets et impact du programme et mieux anticiper la Revue d'Achèvement prévue en 2021. Cependant, les données examinées adressent le ciblage et sont désagrégées par sexe.

Il faut noter que l'Unité de Suivi-Evaluation est limitée à une seule personne, ce qui ne permet pas d'assurer à la fois les activités régulières de collecte, de traitement de données et de reporting ainsi que la réalisation d'études complémentaires. Un appui à travers un assistant en SE est de ce fait recommandé.

Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

La procedure SECAP n'existait pas au moment de la formulation du Programme si bien qu'une note SECAP n'avait pas été élaborée. La dite note a été élaborée et soumise pour la deuxième tranche du financement. Les mesures à prendre concernaient principalement la structure d'incubation de référence qui n'est plus d'actualité

SECAP Review

Les mesures à revoir devaient principalement concerner la structure d'incubation de référence qui n'est plus d'actualité dans le Programme.

d. Financial Management & Execution

Disbursement by financier

Type	Name	Current Amount	Disbursed Amount	Actual Rate
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	$2,136,060		
	Domestic Financing Institutions	$9,446,920		
	National Government	$9,939,390		

Acceptable Disbursement Rate	Rating: 5	Previous rating: 3

Justification of rating

Automated rating based on IFAD disbursement data

Main issues

Au 30 novembre 2018, les décaissements effectifs s'élèvent à 8 950 167.11[1] DTS sur le budget alloué de 14 800 000 DTS et se présentent par catégorie de dépenses comme suit : (i) 52.53% pour la catégorie " Génie civile "; (ii) 31.58% pour la catégorie " Equipement, Matériels "; (iii) 24.33% pour la catégorie " Crédit et Fonds de Garantie "; (iv) 75.27% pour la catégorie " Consultant " ; (v) 82.72% pour la catégorie " Cout de Fonctionnement ; (vi) 99.65% pour la catégorie « Salaires et indemnités » ; et (vii) 33.26% pour la catégorie « Formation » ".

Agreed Action	*Responsibility*	*Agreed Date*
Financial Management & Execution		
Finaliser la réallocation déjà en préparation Finaliser la réallocation déjà en préparation	FIDA/CNCG/Emprunteur	12/2018

Fiduciary Aspects

Quality of Financial Management	Rating: 5	Previous rating: 4

Justification of rating

12. Sur la base du respect des différentes échéances contractuelles des livrables, la conduite de la gestion administrative, financière et comptable du projet est globalement satisfaisante. Le système de la gestion financière fonctionne correctement sous Tom2Pro depuis le démarrage du programme. Ainsi, la plupart des modules de ce logiciel sont exploités sur la base des recommandations du FIDA. Au plan opérationnel, le taux moyen d'exécution des PTBA de la période sous revue est d'environ 60%. Dans l'ensemble, toutes les recommandations des supervisions précédentes ont

été prises en compte.

Main issues

Gestion Financière et Comptable. En matière de gestion financière, comptable et administrative, PEA-Jeunes dispose de tous les manuels de procédures requis. Depuis le démarrage du PEA-Jeunes, la comptabilité est assurée à partir du logiciel Tom2pro, version mono Projet multi sites, c'est-à-dire que chaque entité (CNCG et les URACs) tient sa propre comptabilité, la consolidation étant faite au niveau du CNCG. La comptabilité consolidée du programme était à jour au passage de la mission. Tous les modules du logiciel sont exploités sur la base des recommandations du FIDA.

Pour ce qui est des procédures comptables, les rapports financiers intermédiaires et les états financiers annuel sont transmis au FIDA dans les délais. En outre au 30/11/2018, la comptabilité est à jour et les états de rapprochements bancaires des cinq comptes dont quatre (4) ouverts à UBA et un à la CBC sont effectués et classes. Par ailleurs, la gestion des caisses de menues dépenses est faite selon les dispositions du manuel de procédures (plafond de caisse, maximum de paiement, seuil de renouvèlement et justification des paiements).

Compte spécial Prêt FIDA. Le rapprochement du compte spécial prêt FIDA au 28/02/2018, donne un montant reconstitué de 1 500 000 000 FCFA correspondant à l'avance initiale, un écart d'un montant de 8 835 972 CFA a été constaté correspondant : (i) 806 000 FCFA de frais d'organisation de la foire de mise en réseau des PIE ; (ii) 160 000 FCFA de frais de mission de YENDE pour la supervision de l'atelier d'émergence d'idée de projet ; (iii) 3 603 222 FCFA de frais remboursable sur le contrat du consultant NASRI dans le cadre de la RMP ; (iv) 890 000F de solde de frais de mission pour l'atelier d'évaluation à mi-parcours du CT de suivi accompagnement ; et (v) 3 476 750 FCFA de reliquat du contrat N° 123 de L'IAO relatif au renforcement de capacité des PIE de la cohorte 5.2. A cette date, la trésorerie est de 418 725 960 FCFA soit 27.91% de la dotation initiale. La DRF N°31 et 32 (851 852 731 FCFA) en instance de paiement au FIDA représente 56.79% du compte spécial. Il a été noté également, la DRF 34 en préparation au niveau du projet pour un montant de 204 162 077 FCFA (13.61%).

Revue des ECD. La mission a passé en revue les états certifiés de dépenses pour les DRFs No 27 et No 32 sur le prêt FIDA. La vérification a porté sur un échantillon de 30% des dépenses. La mission a relevé ce qui suit : (i) les DRF sont bien montées et renseignées, (ii) les montants de 452 400 FCFA et 30 277 720 FCFA issue respectivement de la DRFNo27 et 32 correspondant à des avances ont été présentées en remboursement au FIDA sachant que les pièces justificatives n'étaient pas encore disponibles. A cet, la mission rappelle au programme que seules les dépenses justifiées sont éligibles aux remboursements**.**

Agreed Action	***Responsibility***	***Agreed Date***
Financial Management & Execution		
Rapprocher la périodicité de transfert des informations financières des URAC à la CNCG Rapprocher la périodicité de transfert des informations financières des URAC à la CNCG	RAF/Comptable/AAF	12/2018
utilisateurs du logiciel Tom2Pro Organiser des séances de formation approfondie pour les utilisateurs du logiciel Tom2Pro.	RAF	12/2018
justification des avances de 30 730 120 FCFA déjà rembourser par le FIDA Veuillez à la justification des avances de 30 730 120 FCFA déjà rembourser par le FIDA	RAF/Comptable	01/2019

Quality and Timeliness of Audit	**Rating: 4**	**Previous rating: 3**

Justification of rating

La qualite de l'audit est moderaiment satifaisante et a ete recu a temps

Main issues

Le rapport d'audit de l'exercice 2017 a été soumis à temps a été jugé

modérément satisfaisante et les états financiers étaient complets. L'auditeur a certifié avec réserve les états financiers, les ECD, les comptes désignés, les procédures de passation des marchés et les fonds de contrepartie. Parmi les observations de l'auditeur on trouve: (i) des dépensespour un montant de XAF 27 624 000 qui ne sont pas suffisamment justifiées; (ii) un écart à régulariser dans le compte désigné pour un montant de XAF 22 906 539; (iii) le faute de mobilisation de la quote-part de 10% requise aux cohortes pour un montant de XAF 21 819 597 (iv) des dépenses inéligibles pour un montant de XAF 19 508 305 (v) la pratique de la CAA de retirer les intérêts maturés dans le compte désigné (XAF 9 117 058) et dans le compte de contrepartie (XAF 3 637 412) sans en justifier l'emploi. Des faiblesses ont été relevées dans la lettre de recommandations. Parmi cela on peut citer: (i) la faute de transmission des relevés des comptes des PIE au programme(ii) défaillances du systèmede suivi-évaluation (iii) des anomalies au niveau des contrats du personnel du projet (iv) le non-respect des délais des justifications faites aux personnel lors des missions et le non-reversement des reliquats dans la trésorerie du programme (vi des irrégularités relevées dans certains marchés.

Agreed Action	*Responsibility*	*Agreed Date*
Financial Management & Execution		
Proceder à une anlyse des contrats du personnel et à une eventuelle regularisation de ces contrats	Coordonnateur	09/2018
Régulariser l'écart dans le compte désigné pour un montant de XAF 22 906 539	RAF/Comptable	09/2018
Mettre à disposition les pièces d'appui nécessaires à justifier les dépenses soutenues par le MINADER pour un montant de XAF 27 624 000	Coordonnateur/RAF	10/2018
Rembourser au FIDA les dépenses inéligibles pour un montant de XAF 19 508 305	Coordonnateur/RAF	10/2018
Préparer pour la mission à mi-parcours des propositions visant à améliorer l'efficacité du suivi évaluation	Coordonnateur	
Prendre des dispositions afin d'accroitre le rythme d'enrôlement des jeunes et des cohortes pour augmenter le nombre de bénéficiaires	Coordonnateur	
Transmettre au projet les relevés de comptes des PIE	RAF/COORDONNATEUR	
Respecter les delais de justification des avances faites aux personnel lors des missions et à la restuitution des réliquats eventuels dans la trésorerie	Coordinnateur/RAF	

Counterparts Funds **Rating: 3** **Previous rating: 3**

Justification of rating

Au 30/11/2018, la contribution effective du Gouvernement s'élevé à 3 514 360 $ US (soit un taux de 35.36%) qui est jugée « faible ».

Main issues

Contribution du Gouvernement Camerounais. Conformément aux dispositions de l'Accord de Financement, La contribution du Gouvernement au financement du Programme est estimée à 9,9 millions de US$ (5,0 milliards de FCFA) soit 14,04% du coût total. 49,7% (soit 4,9 millions US$, soit environ 2,5 milliards de FCFA) correspondent au montant de taxes et impôts applicables aux biens et services que le programme acquerrait. Le reste (4,9 millions US$ soit 2,5 milliards de F CFA) financerait l'assistance technique à l'amélioration de la qualité des services financiers, la mise en place d'un incubateur de référence ainsi que les indemnités que le gouvernement accorderait aux membres du comité de pilotage du programme. Au 30/11/2018, la contribution effective du Gouvernement s'élevé à 3 514 360 $ US (soit un taux de 35.36%) qui est jugée « faible ». Ce faible taux enregistré au niveau du Gouvernement est dû principalement à la non mobilisation de la quote part du MINEPIA en 2018 et la faible mobilisation au niveau du MINADER soit 23 millions de FCFA. Le non démarrage de l'activité de mise en place d'un incubateur de référence peut également expliquer ce faible taux.

Institution de Financement rurale (IFR). Les Institutions de financement contribueraient à hauteur de 9,4 millions US$ (4,7 milliards de FCFA) soit 13,2% du coût total. Cette contribution se fera sous forme de prêt qu'elles accorderaient aux promoteurs d'entreprises promues dans le cadre du PEA-Jeunes. Au 30/11/2018, la contribution effective des IFR est de 157 790 $ US soit un taux de 1.67%. Ce taux faible enregistre est dû à la faible demande de crédit par les jeunes.

Contribution des bénéficiaires. Elle est estimée à environ 2,1 millions US$ (1,1 milliards de FCFA) soit 3,09% du coût total. Ces ressources constituent leur participation au coût d'investissement et aux charges d'exploitation de leurs entreprises. A la date du 30/11/2018, la contribution valorisée des bénéficiaires s'élèvent à 250 170 $ US soit un taux de 11.71%. Ce taux faible enregistré est dû à la faible mobilisation de la contribution par les jeunes. A date, seule la contribution en numéraire est considérée.

Agreed Action	*Responsibility*	*Agreed Date*
Financial Management & Execution		
Prendre en compte les apports en nature des jeunes Prendre en compte les apports en nature des jeunes	CNCG/URAC	12/2018
Inciter les jeunes à solliciter les crédits auprès des IFR Inciter les jeunes à solliciter les crédits auprès des IFR	CNCG/URAC	12/2018

Compliance with Loan Covenants	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

Les dispositions sont globalement respectées. La conformité est jugée comme ´modérément satisfaisante´ notamment du fait des retard dans la mobilisation des fonds de contrepartie.

Main issues

Dans l'ensemble les dispositions de l'accord de financement sont globalement mises en application à l'exception de : (i) la mobilisation de la totalité des fonds de contrepartie prévue au titre des années 2017 et 2018 d'un montant total de 123 000 000 FCFA

Procurement

Procurement	**Rating: 4**	**Previous rating: 4**

Justification of rating

La passation des marchés du PEA-Jeunes est conforme pour l'essentiel, toutefois, la finalisation des rapports d'évaluation des offres a connu des retards au début du programme mais cette situation s'est améliorée avec l'arrivée du responsable passation des marches un an après le demarrage. La qualité des dossiers de passation est à améliorer, notamment ceux liés à la sélection fondée sur la qualification des consultants liés au recrutement des experts. La procédure déroulée doit être en phase avec les Directives du FIDA en vigueur pour cette méthode (voir détails en annexe). Tous les marchés concernant les services autres que les Services de consultants comme la maintenance du parc informatique et des véhicules doivent être portés dans le PPM.

Procurement Review

La Mission a passé en revue un échantillon représentatif de marchés/contrats, dont la liste est jointe en annexe et a formulé globalement, les commentaires et recommandations suivants.

Personnel en charge de la passation des marchés. Le Programme dispose d'un personnel approprié pour la mise en œuvre des activités de passation de marchés. La personne en charge de la passation de marchés dispose d'une maîtrise générale des procédures de passation des marchés.

Qualité des dossiers. La qualité des dossiers passés en revue est dans l'ensemble conforme pour l'essentiel. Toutefois, une amélioration est rendue nécessaire aux dossiers liés notamment au recrutement sur la base de la qualification des consultants par comparaison de CV qui doit être en phase avec les Directives du FIDA en vigueur. (Voir les conclusions/recommandations sur les fiches d'évaluations des dossiers des consultants en annexe).

Conformité des dossiers sur la forme et dans la forme. La mission note une conformité pour l'essentiel du processus sur la forme et dans le fonds. La mission a procédé à des séances de coaching en faveur du RPM pour les améliorations suggérées et espère une prise en compte immédiate des différentes recommandations.

Gestion des contrats. Les paiements effectués sont en conformité aux modalités de paiements indiquées dans les contrats et les paiements sont fait à bonne date. La mission se félicite de cet état de fait qui est une nette amélioration, et encourage le programme à continuer cette pratique.

Respect des dispositions de l'Accord de Prêt et de la réglementation national, en matière de passation des marchés. Le constat général révèle une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés.

Registre des contrats**.** La Mission note que le registre des contrats utilisé au niveau du Responsable de la passation des marchés est conforme au formulaire C-10 contenu dans les annexes de la lettre à l'Emprunteur du PEA-Jeunes et est tenue à jour.

Archivage. La mission note un bon système d'archivage au niveau du projet. Toutefois, la mission recommande une amélioration en ce qui concerne le rajout des copies des rapports des consultants après les missions, les preuves de services fait ainsi que les preuves de paiements.

Mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision. L'essentiel des recommandations ont été suivies d'effet à la date de cette mission et le reste est en cours de finalisation.

F. Relevance

Relevance	Rating: 5	Previous rating: 5

Justification of rating

Le PEA-Jeunes rentre en droite ligne dans la vision prospective 2035 du Gouvernement du Cameroun matérialisée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020. Le Programme est aussi en adéquation avec la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) 2015 - 2020 et le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2014-2020 du Cameroun. Le PEA Jeunes trouve également son ancrage dans le Plan Stratégique 2016-2025 du FIDA, dans la Stratégie Pays du FIDA au Cameroun ainsi que dans les Objectifs de Developpement Durable (ODD).

G. Lessons Learned

Importance de la remédiation dans les processus d'incubation

L'expérience du PEA Jeunes a montré qu'un processus d'incubation, quel que soit sa flexibilité ne peut couvrir tous les besoins des différents jeunes. Il y aura des cas de jeunes sortis de l'incubation mais dont les besoins de renforcement n'ont pas été entièrement satisfaits.

L'autre leçon importante est qu'un programme en phase pilote est voué à faire des erreurs dans le dimensionnement et le phasage des appuis, et que les jeunes bénéficiaires finissent par supporter tout le poids de ces erreurs.

Un processus de remédiation intégré dans le processus permet de se donner l'opportunité de rattraper les erreurs et/ou d'approfondir le renforcement de capacités pour les jeunes avant de les installer.

Financement des jeunes promoteurs

L'accès au financement pour les jeunes promoteurs en création est difficile. Les IFR ont besoin d'une période d'observation et d'apprentissage avec leur nouveau client. Il est donc difficile de lier le crédit de démarrage apporté par le projet à l'obtention d'un crédit productif apporté par l'IFR dans la majorité des cas. Le montage des plans d'affaires et la préparation du plan de financement doivent prendre en considération cette réalité.

H. Agreed Actions

Agreed Action	***Responsibility***	***Agreed Date***
Overview and Project Progress		
Facilitation Revoir les contrats de la Facilitation - mettre fin aux campagnes de sensibilisation, identification des jeunes sur la base des monographies, institutions de références, personnes ressources. Améliorer les ateliers de manifestions d'idée, diagnostic, orientation professionnelle.	Coordonnateur+SDE+SPIF	04/2019
Financement du PEA Jeunes Mobiliser la seconde tranche du prêt FIDA ainsi que les Fonds de Contrepartie (FCP) prévus pour la mise en œuvre du programme.	Gouvernement/Coordonnateur	06/2019
Development Effectiveness		
Ciblage Améliorer le ciblage catégoriel afin de mieux adapter les contenus de formation aux groupes de jeunes PIE Affiner le diagnostic des parcours des jeunes pour éviter de ramener en parcours créateur des jeunes méritant d'être pris en compte en parcours développeur. Mieux intégrer les IFR dans le processus de sélection des jeunes.	Coordonnateur+SDE+SPIF+SFR	03/2019
Sustainability and Scaling Up		

Apport personnel Se référer aux dispositions du DCP qui prévoit la possibilité de libérer l'apport personnel non seulement en numéraire mais aussi en nature.	Coordonnateur+SFR	03/2019
Financial Management & Execution		
Proceder à une anlyse des contrats du personnel et à une eventuelle regularisation de ces contrats	Coordonnateur	09/2018
Régulariser l'écart dans le compte désigné pour un montant de XAF 22 906 539	RAF/Comptable	09/2018
Mettre à disposition les pièces d'appui nécessaires à justifier les dépenses soutenues par le MINADER pour un montant de XAF 27 624 000	Coordonnateur/RAF	10/2018
Rembourser au FIDA les dépenses inéligibles pour un montant de XAF 19 508 305	Coordonnateur/RAF	10/2018
Rapprocher la périodicité de transfert des informations financières des URAC à la CNCG Rapprocher la périodicité de transfert des informations financières des URAC à la CNCG	RAF/Comptable/AAF	12/2018
utilisateurs du logiciel Tom2Pro Organiser des séances de formation approfondie pour les utilisateurs du logiciel Tom2Pro.	RAF	12/2018
Finaliser la réallocation déjà en préparation Finaliser la réallocation déjà en préparation	FIDA/CNCG/Emprunteur	12/2018
Prendre en compte les apports en nature des jeunes Prendre en compte les apports en nature des jeunes	CNCG/URAC	12/2018
Inciter les jeunes à solliciter les crédits auprès des IFR Inciter les jeunes à solliciter les crédits auprès des IFR	CNCG/URAC	12/2018
justification des avances de 30 730 120 FCFA déjà rembourser par le FIDA Veuillez à la justification des avances de 30 730 120 FCFA déjà rembourser par le FIDA	RAF/Comptable	01/2019
Préparer pour la mission à mi-parcours des propositions visant à améliorer l'efficacité du suivi évaluation	Coordonnateur	

Prendre des dispositions afin d'accroitre le rythme d'enrôlement des jeunes et des cohortes pour augmenter le nombre de bénéficiaires	Coordonnateur	
Transmettre au projet les relevés de comptes des PIE	RAF/COORDONNATEUR	
Respecter les delais de justification des avances faites aux personnel lors des missions et à la restuitution des réliquats eventuels dans la trésorerie	Coordinnateur/RAF	

Youth Agropastoral Entrepreneurship Promotion Programme.

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members										
	Household members		126 150	252 300	**21 050**	**38 900**	**15.4**				
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households		25 200	50 400	**4 210**	**7 780**	**15.4**				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project										
	Males		0	210 000	**2 380**	**4 714**	**2.2**				
	Females		0	90 000	**1 830**	**3 066**	**3.4**				
	Total number of persons receiving services			300 000	**4 210**	**7 780**	**2.6**				
	Communautés ayant bénéficié des services du projet										
	communautés				**0**	**16**					
Goal Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des jeunes entrepreneurs agro-pastoraux du Cameroun	Augmentation de l'indice d'accumulation des biens pour au moins 50% des jeunes entrepreneurs ciblés, d'ici à 2021.							Études SYGRI (avril 2016), Études d'impact décembre 2016), Statistiques nationales			Stabilité nationale Disponibilité du gouvernement à porter le programme
	indice d'accumulation des biens			30							
	Diminution de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans d'ici à 2021.										

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	malnutrition chronique										
	Réduction de la prévalence des périodes de disettes.										
	diminution du nbre des ménages touchés										
Objective Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaines de valeurs, et créatrices d'emplois	Entreprises établies ou consolidées et créatrices d'emplois directs d'ici à 2021							"Fiches de suivi Rapport annuel 2016 "			Disponibilité des jeunes à participer au programme
	Nbre d'entreprises		2 520	5 040	**421**	**733**	**14.5**				
	Emplois créés		1 080	20 160	**1 684**	**2 932**	**14.5**				
	Entreprises gérées par les femmes			30	**43**	**40**	**133.3**				
	entreprises sont fonctionnelles 3 ans après leur création			65							
	Jeunes promoteurs rapportant une augmentation du volume et de la valeur des ventes										
	Jeunes promoteurs			50							

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome 1. L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré	structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaines de valeurs d'intérêt							Rapports sur les opérations pilotes des cohortes 2015 et 2016; Rapport d'évaluation et plans de masse; rapport annuel 2016			Les centres de formation sont disposés à engager une démarche centrée sur l'entreprenariat agricole Les parcours des jeunes promoteurs au sein des incubateurs sont personnalisés
	structures d'incubations		5	10	**5**	**10**	**100**				
	Personnels des prestataires de services formés										
	Males				**53**	**205**					
	Females				**25**	**81**					
	nbre de personnes				**78**	**286**					
	jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées (%)										
	Jeunes			80							
	% des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entreprenariat										
	Jeunes promoteurs			80	**75**	**92**	**115**				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output Les capacités techniques et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt; et un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises	cohortes de jeunes promoteurs graduent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable										
	cohortes		2	4	**2**	**6**	**150**				
	structure d'incubation de référence promue										
	structures d'incubations			1							
	Personnes formées aux affaires et à l'entreprenariat										
	personnes formées			5 040	**658**	**1 588**	**31.5**				
	jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021										
	Males		1 769	3 538	**386**	**982**	**27.8**				
	Females		756	1 512	**272**	**606**	**40.1**				
	Nbre total de jeunes		361	5 040	**658**	**1 588**	**31.5**				
	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services										
	Rural enterprises			5 040	**421**	**730**	**14.5**				
	Entreprises ayant accès aux services financiers										
	Entreprises			5 040	**421**	**730**	**14.5**				
Outcome 2.L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré	réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes							Rapport annuel 2016; fiche de suivi des crédits aux PIE			Les EMF disposent de produits spécifiques et de compétences pour financer l'entreprenariat rural. Les jeunes promoteurs disposés à recourir aux crédits
	Réseaux d'EMF partenaires		3	6	**3**	**6**	**100**				
	projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF (%)										
	Projets appuyés		7	70	**11.16**	**21**	**30**				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	1.2.5 Households reporting using rural financial services										
	Households				**0**	**0**					
	Households				**421**	**730**					
Output Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place	nouveaux produits développés										
	Nouveaux produits			4							
	Institutions financières participant au projet										
	institutions financières				**1**	**12**					
	Personnels des institutions formés										
	nbre de personnes				**18**	**63**					
	Personnes formées à la gestion des services financiers										
	Males				**16**	**52**					
	Females				**2**	**11**					
	1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services										
	Males				**386**	**1 076**					
	Females				**272**	**627**					
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total)				**658**	**1 703**					

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome 3.Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales	% bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires										Appropriation et intérêt des ministères de tutelle Professionnalisme des entreprises promues Absence d'inertie administrative et institutionnelle
	bénéficiaires			50							
	% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités										
	Entreprises			80							
	L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins % des jeunes promotrices (%)										
	jeunes promotrices ayant accès à la terre			30	**100**	**100**	**333.3**				
Output Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entreprenariat agro pastoral est établi	réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes										
	réseau national de jeunes entrepreneurs			1	**0**	**0**	**0**				
Output Le dialogue sur les politiques et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs et l'environnement des affaires amélioré	La politique sur le développement des entreprises agropastorale est formulée et adoptée										
	Politique			1	**0**	**0**	**0**				

Investing in rural people

Cameroon

Youth Agropastoral Entrepreneurship Promotion Programme.

Mid-term Review

Appendix 1: Financial: actual financial performance; by financier by component and disbursements by category

Mission Dates:	26 Novembre au 13 Décembre 2018
Document Date:	10/05/2019
Project No.	1100001694
Report No.	4994-CM

West and Central Africa Division
Programme Management Department

APPENDICE 5A: PERFORMANCE FINANCIERE PAR BAILLEUR

PEA-Jeunes

en 000'USD

Tableau 5A : USD

	Approbation	**Décaissements**	**% décaissé**
FIDA	22 500.0	13 605.75	60.47%
Contrepartie (budget et taxes)	9 939.4	3 514.36	35.36%
Bénéficiares	2 136.1	250.17	11.71%
IFR	9 446.9	157.79	1.67%
Total	**44 022**	**17 528.06**	39.82%

Les décaissement du FIDA sont les montants réels suivant l'historical transaction report arrêté à la DRF 30 et des SFD ont été évalués au taux de 1USD = 500 FCFA, soit celui de l'évaluation du programme

Table 5B: **Performance financière par Bailleur et par composante (USD '000) au 30 Novembre 2018**

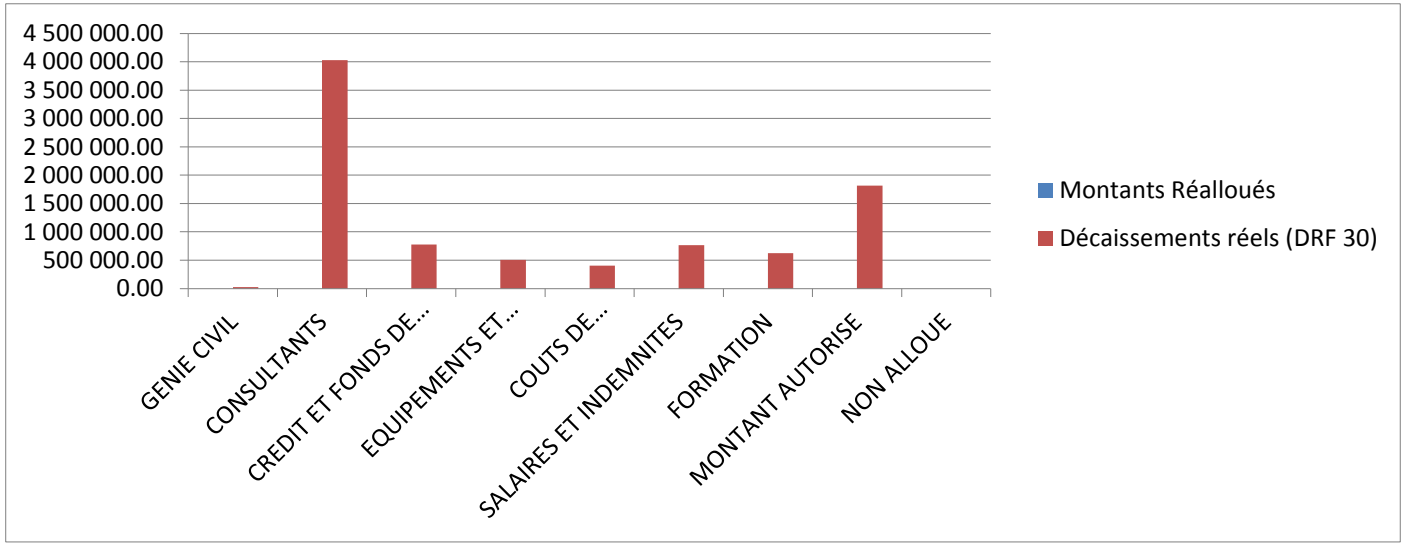
PEA-Jeunes

	Prêt FIDA				Contrepartie (budget et taxes)				Bénéficiaires				IFR				Total		
Composantes	Initial/ Effect	réel FCFA	réel USD	%	Initial	réel FCFA	réel USD	%	Initial	réel FCFA	réel USD	%	Initial	réel FCFA	réel USD	%	Initial	réel	%
A- Développement d'entreprises agropastorales viables	14962	3533766798	7068	47	5027	285129843	570	11			0				0		19989	7638	38
B- Accès aux services financiers	3234	1320658487	2641	82	3010	161901596	324	11	2136	125083195	250	12	9447	78895229	158	2	17827	3373	19
C- Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	1190	53991155	108	9	269	6438598	13	5			0				0		1459	121	8
D- Coordination, gestion, suivi-évaluation du programme	3114	1596514490	3193	103	1633	1303708480	2607				0				0		4747	5800	122
Dépôt initial			**2533**														0	2533	
Total*	**22500**	**6504930930**	**15543**	**69**	**9939**	**1757178517**	**3514**	**35**	**2136**	**125083195**	**250**	**12**	**9447**	**78895229**	**158**	**2**	**44022**	**19465**	**44**

Les décaissements ont été évalués au taux de 1USD = 500 FCFA qui correspond au taux utilisé à la conception du Programme

Table 5C: **Décaissements Prêt FIDA en (DTS) au 30 Novembre 2018**
PMR

	Catégories	Allocations Initiales	Montants Réalloués	Décaissements réels (DRF 30)	Soldes	Décaissements en %	DRF en instance drf 31, 32, 33	Soldes	Déc. prév %
200003	GENIE CIVIL	50 000.00	0.00	26 267.07	-26 267.07	52.53	0.00	-26 267.07	52.53
200008	CONSULTANTS	5 350 000.00	0.00	4 027 045.91	-4 027 045.91	75.27	695 165.93	-4 722 211.84	88.27
200010	CREDIT ET FONDS DE GARANTIE	3 200 000.00	0.00	778 678.71	-778 678.71	24.33	128 142.50	-906 821.21	28.34
200011	EQUIPEMENTS ET MATERIELS	1 600 000.00	0.00	505 200.35	-505 200.35	31.58	82 205.30	-587 405.65	36.71
200016	COUTS DE FONCTIONNEMENT	490 000.00	0.00	405 309.80	-405 309.80	82.72	86 661.77	-491 971.57	100.40
200018	SALAIRES ET INDEMNITES	770 000.00	0.00	767 321.48	-767 321.48	99.65	74 246.46	-841 567.94	109.29
200019	FORMATION	1 870 000.00	0.00	621 883.87	-621 883.87	33.26	134 814.53	-756 698.40	40.47
270001	MONTANT AUTORISE		0.00	1 818 459.92	-1 818 459.92		0.00	-1 818 459.92	0.00
290001	NON ALLOUE	1 470 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00
	Total	**14 800 000.00**	**0.00**	**8 950 167.11**	**-8 950 167.11**	**60.47**	**1 201 236.48**	**-10 151 403.59**	**68.59**



(*): les DRFs 31, 32 et DPD 33 en cours de traitement au FIDA au taux de 1DTS = 798,79817 FCFA taux du dernier paiement

IFAD
Investing in rural people

Cameroon

Youth Agropastoral Entrepreneurship Promotion Programme.

Mid-term Review

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Mission Dates:	26 Novembre au 13 Décembre 2018
Document Date:	10/05/2019
Project No.	1100001694
Report No.	4994-CM

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Appendice 2 : Avancement matériel par rapport au PTBA 2018 au 30/11/2018

Indicateurs par composante et sous composante *Sous-composante/ extrants*	Unité	Progrès cumulé à déc. 2017	Période : 02/01/2018 au 30/11/2018			DCP			Cible révisée RMP	Observations
			Prévisions PTBA 2018	Réalisations	%	Progrès cumulé	Cible DCP	% par rapport aux cibles DCP		
Portée										
Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	0	0	0		0	0			359 Entreprises étaient créées au 30/11/2018 sur 1083 prévues en 2018
Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	17 850	54 150	17 950	33,15%	35 800	300 000	11,93%	185 000	
Ménages ayant bénéficié des services du projet (B. Directs)	Nombre	3 570	10 830	3 590	33,15%	7 160	50 400	14,21%	37000	
	Femmes	1 236	3 240	1 520	46,91%	2 756	15 120	18,23%	11 100	
	Hommes	2 334	7 590	2 070	27,27%	4 404	35 280	12,48%	25 900	
(Emplois crées)	Nombre	1 236	4 332	1 436	33,15%	2 672	20 160	13,25%	14 800	
Composante A : Développement d'entreprises agro pastorales viables										
Sous-composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises										
04 cohortes de jeunes promoteurs graduent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable	Nombre	4	3	3	100,00%	7	20	35,00%	11	04 cohortes sortiront des incubateurs durant la post-RMP
Au moins 5040 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	Nombre	930	850	643	75,65%	1 573	5 108	30,79%	3 749	La cible est ramenée à 3700 entreprises créées
	femme	330	255	269	105,49%	599	3 576	16,75%	2 624	
	Homme	600	595	374	62,86%	974	1 532	63,56%	1 125	
Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises										
Au moins 10 structures incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui accompagnement des jeunes dans leurs entreprises	Nombre	5	7	5	71,43%	10	12	83,33%	12	
Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation										
Structures d'incubation renforcées et accessibles aux jeunes créateurs et développeurs d'entreprises agro-pastorales des différents bassins	nombre	10	5	5	100,00%	15	5	300,00%	10	
Structure de référence nationale promue (sécurisation du site)	Nombre	0	0	0		0	1	4,00%	0	
Composante B : Accès aux services financiers										
Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises										
Très Petites Entreprises (TPE) bénéficiant de kit d'installation	Nombre	305	1 083	358	33,06%	663	4 687	14,15%	3 500	3500 TPE recevront les appuis financiers en post RMP
	femme	107	325	152	46,78%	259	1 406	18,42%	1 050	

Indicateurs par composante et sous composante *Sous-composante/ extrants*	Unité	Progrès cumulé à déc. 2017	Période : 02/01/2018 au 30/11/2018 Prévisions PTBA 2018	 Réalisations	 %	DCP Progrès cumulé	 Cible DCP	 % par rapport aux cibles DCP	Cible révisée RMP	Observations
	Homme	198	758	*206*	27,17%	404	3 281	12,31%	2 450	
Petites Entreprises (PE) bénéficiant de kit de renforcement	Nombre	4	114	1	0,88%	5	353	1,42%	200	200 PE seront appuyées durant la post RMP
	Femme	1	34	0	0,00%	1	32	3,13%	60	
	Homme	3	80	1	1,25%	4	74	5,41%	140	
Très Petites Entreprises (TPE) bénéficiaires de kit ayant accès au crédit auprès des institutions financières rurales	Nombre	42	500	36	7,20%	78	4 687	1,66%	2 160	2 300 entreprises recevront des crédits durant la post RMP
Petites Entreprises (PE) non bénéficiaires de kit ayant accès au crédit auprès des institutions financières rurales	Nombre	0	0	0	#DIV/0!	0	247	0,00%	140	
Petites entreprises (PE) bénéficiaires de kit ayant accès au crédit de refinancement auprès des institutions financières rurales	Nombre	1	1	1	100,00%	2	106	1,89%	140	
	Hommes	1	1	1	100,00%	2	74	2,70%	98	
	Femmes	0	0	0		0	32	0,00%	42	
Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services										
Fonds de facilitation institutionnalisé (et opère avec les IFR dont la structure du portefeuille intègre la catégorie de jeunes promoteurs agropastoraux)	Nature	0	0	0		0	1	30,00%	0	
Nouveaux produits financiers développés	Nombre	0	0	0		0	4	0,00%	0	
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif (environnement entrepreneurial)										
Sous composante 3.1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice										
1 Réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux créé et répondant aux besoins des jeunes	Nombre	0	1	0	0,00%	0	1	0,00%	1	
Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Pourcentage	0	958	0	0,00%	0	1	0,00%	80%	
Sous composante 3.2 Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral										
Politique sur le développement des entreprises agropastorales formulée et adoptée	Nombre	0	NA			0	1	0,00%	1	
Accès à la terre et sécurisation foncière effective chez les jeunes promotrices (30%)	Nombre	0	0			0	0	0,00%		
	Femmes	0	0			0	454	0,00%		
	Hommes	0	0			0				
Composante D: Coordination, gestion, Suivi-évaluation, gestion des connaissances										
Sous-Composante D1 : Cellule Nationale de Coordination et de Gestion										

Indicateurs par composante et sous composante	Unité	Progrès cumulé à déc. 2017	Période : 02/01/2018 au 30/11/2018			DCP			Cible révisée RMP	Observations
Sous-composante/ extrants			**Prévisions PTBA 2018**	**Réalisations**	**%**	**Progrès cumulé**	**Cible DCP**	**% par rapport aux cibles DCP**		
1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles	Unité	5	0	0	#DIV/0!	5	5	100,00%	1	
Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	Système	0,50	0,5	0,25	50,00%	0,75	1	75,00%	1	Une application de S&E est fonctionnelle. Un SGBD sous Access est en cours de construction
Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	Stratégie	0,50	0,5	0	0,00%	0,50	1	50,00%	1	Une stratégie de communication existe, La stratégie de gestion des savoirs n'est pas encore élaborée

IFAD
Investing in rural people

Cameroon

Youth Agropastoral Entrepreneurship Promotion Programme.

Mid-term Review

Appendix 3: Compliance with legal covenants: status of implementation

Mission Dates:	26 Novembre au 13 Décembre 2018
Document Date:	10/05/2019
Project No.	1100001694
Report No.	4994-CM

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Appendice 6 : Application des dispositions de l'accord de financement : état d'avancement				
Section	**Disposition**	**Date butoir de l'action/objectif**	**Niveau d'exécution/date**	**Observations**
Section 7.01 CG	Le PTBA 2019 doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année	Nov-18	Dec-18	PTBA transmis dans les délais
Section 9.02 CG	Les états financiers annuels 2017 doivent être présentés au FIDA dans un délai de 4 mois après clôture de l´année fiscale	30-Apr-18	Exécuté 30 avril 2018	Etats financiers annuels 2017 du Programme transmis dans les délais
Section 9.03 CG	Le rapport d'audit 2017 doit être présenté au FIDA dans un délai de 6 mois après clôture de l´année fiscale	30-Jun-18	Exécuté 02 juillet 2018	Rapport d'audit 2017 du Programme transmis avec 02 jours de retard
Section 9.04 CG	Des rapports périodiques sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA (rapports financiers intermédiaires)	15-Nov-18	Exécuté	Rapport périodique sur l'état d'avancement transmis chaque trimestre dans les délais